



L'Accord économique et commercial global vise nos services publics.

## Apprenez-en plus sur l'AECG

pages 4 et 5

La publication trimestrielle du SCFP

scfp.ca

Été 2011

# La Réplique

## Pleins feux sur Rathika Sitsabaiesan, membre de la section locale 1281 du SCFP et nouvelle députée de Scarborough-Rouge River!

PAR CHRISTIAN MARTEL

**A** 29 ans, Rathika Sitsabaiesan, membre de la section locale 1281 et membre du comité de la condition féminine du SCFP-Ontario, devient la députée fédérale de la circonscription de Scarborough-Rouge River et porte-parole de l'opposition en matière d'éducation postsecondaire.

M<sup>me</sup> Sitsabaiesan a immigré au Canada avec sa famille à l'âge de cinq ans et elle devient la première Canadienne tamoule à siéger à la Chambre des communes. La plus jeune de quatre sœurs, elle a grandi à Mississauga. Son père a subi un accident de travail qui lui a laissé un handicap permanent et sa mère a donc dû mettre un terme à ses études afin de pourvoir aux besoins de la famille.

« J'ai attrapé la piqûre de la politique durant la campagne électorale de 2004, lorsque j'ai rencontré Ed Broadbent, ancien chef du NPD, qui faisait son retour en politique en se portant candidat dans une circonscription du centre-ville d'Ottawa », explique-t-elle.

M<sup>me</sup> Sitsabaiesan a milité activement au sein du mouvement étudiant, notamment pour la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants (FCEE)

et la FCEE Ontario. Aussi, elle a siégé comme vice-présidente, Affaires internes à l'Association des étudiants de l'Université Carleton. Elle a également présidé le Caucus du gouvernement de l'Université Carleton et occupé le poste de directrice des opérations de l'Association de résidences de la rivière Rideau.

Radieuse, elle a pris la parole au congrès du SCFP-Ontario, affirmant ceci : « Nous avons

vécu un moment historique dans cette élection fédérale, à bien des égards. Au début de la campagne, le NPD comptait 40 pour cent de femmes candidates. Aujourd'hui, le caucus est formé à 40 pour cent de femmes, dont 16 pour cent sont issues de minorités visibles. Nous sommes solidaires des personnes qui ont voté pour du changement. » Elle représente parfaitement comment le pouvoir d'une seule personne peut provoquer du changement. M<sup>me</sup> Sitsabaiesan, à sa première tentative d'élection comme candidate néo-démocrate, remplace l'ancien député libéral qui représentait la circonscription depuis 23 ans.

Elle a conclu son discours comme suit : « Je suis debout devant vous ici aujourd'hui pour vous demander votre appui au cours des quatre prochaines

années. Et je vous encourage à commencer dès maintenant à vous préparer à la prochaine élection dans plusieurs circonscriptions. Si vous avez besoin d'un coup de main, n'hésitez pas à m'appeler! »



**Rathika Sitsabaiesan s'adresse aux délégués du SCFP-Ontario.**

## Le conseil scolaire d'Edmonton veut empêcher une chaîne de garderies de s'installer

Le conseil scolaire public d'Edmonton passe à l'action pour empêcher une chaîne de garderies de s'installer sur ses propriétés.

Les conseillers scolaires ont voté en faveur d'une motion visant à empêcher la location d'espace à des sociétés cotées en bourse qui fournissent des services de garde à l'enfance.

La vice-présidente Sarah Hoffman, qui a proposé la motion, a demandé au conseil de promouvoir les garderies communautaires, en insistant particulièrement sur la prestation publique et sans but lucratif.

« Les fournisseurs de services locaux se préoccupent davantage de l'intérêt des enfants, tandis que les grandes chaînes doivent bien entendu se préoccuper de leurs profits », a déclaré M<sup>me</sup> Hoffman.

Les conseillers ont entendu des exposés présentés par Lou Arab, conseiller aux communications, et Margot Young, conseillère à la recherche du SCFP, ainsi que par Bill Moore-Kilgannon, de Public Interest Alberta. Tous trois ont défendu la motion.

Margot Young a souligné que la plupart des études montrent que les meilleurs déterminants de la qualité des garderies sont les salaires et les avantages sociaux du personnel. M<sup>me</sup> Young a démontré qu'en général, les fournisseurs privés investissent autour de 50 pour cent des revenus dans les coûts de personnel, comparativement à 75 pour cent pour les garderies publiques sans but lucratif. Des salaires plus élevés mènent à une réduction du roulement et assurent une plus grande qualité de services aux enfants et aux parents.

**SCFP** / Syndicat canadien de la fonction publique

### DANS CE NUMÉRO

- Des militants du SCFP élus à la Chambre des communes
- Les vidanges de Toronto dans la mire du maire Ford
- Le conseil scolaire d'Edmonton bloque une garderie appartenant à une grande chaîne de services de garde à l'enfance

# La Réplique

La publication trimestrielle du SCFP

ISSN imprimé 1920-2857  
ISSN en ligne 1920-2865

La Réplique est publiée par le Syndicat canadien de la fonction publique. Adressez toutes lettres à la rédaction à :  
SCFP-Communications  
1375, boul. Saint-Laurent  
Ottawa, ON, K1G 0Z7  
Téléphone : 613-237-1590  
Télécopieur : 613-237-5508

Convention Poste-publications  
Numéro 40005741

Retourner les envois canadiens non distribuables à :  
SCFP-Communications  
1375, boul. Saint-Laurent  
Ottawa, ON, K1G 0Z7

Visitez le site Web du SCFP à [scfp.ca](http://scfp.ca) ou communiquez avec nous à [cupemail@cupe.ca](mailto:cupemail@cupe.ca)

Rédactrice en chef :  
Catherine Louli  
Directeur des communications par intérim : Heather Fraser  
Traduction : Les traductions St-François  
Graphisme : Jocelyn Renaud

Adjointes à la rédaction :  
Hélène Bélanger, Julie Jobin

Collaborateurs : Colleen Reynolds, Derrick Barrett, Greg Taylor, Heather Fraser, Janet Szliske, Christian Martel, Mike Old, Pierre Ducasse, Stella Yeadon, Wes Payne.



Imprimé par une entreprise syndiquée sur du papier recyclé à 50 % contenant 30% de matières recyclées après consommation, et libre de chlore élémentaire, certifié par le Forest Stewardship Council.

**Syndicat canadien de la fonction publique**

**Conseil exécutif national**

Président national – Paul Moist  
Secrétaire-trésorier national – Claude Généreux

**Vice-présidences générales**

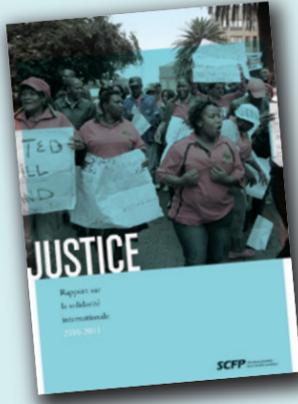
Daniel Légère  
Lucie Levasseur  
Fred Hahn  
Tom Graham  
Barry O'Neill

**Vice-présidences régionales**

Wayne Lucas – Terre-Neuve-et-Labrador  
Danny Cavanagh – Nouvelle-Écosse  
Sandy Harding – Nouveau-Brunswick  
Lori MacKay – Île-du-Prince-Édouard  
Charles Fleury – Québec  
Nathalie Stringer – Québec  
Candace Rennick – Ontario  
Michael Hurley – Ontario  
Henri Giroux – Nord de l'Ontario  
Mike Davidson – Manitoba  
Judy Henley – Saskatchewan  
Marle Roberts – Alberta  
Mark Hancock – Colombie-Britannique  
Ken Robinson – Colombie-Britannique

**Vice-présidences de la diversité**

Brian Barron  
Yolanda McClean



## Le rapport annuel fait le point sur le travail de solidarité internationale du SCFP

Nous sommes témoins de moments historiques à plusieurs endroits dans le monde. Des millions de personnes se lèvent et se réclament le droit à la justice. Le rapport sur la solidarité internationale du SCFP fait le point sur le travail de justice mondiale de notre syndicat au cours des 12 derniers mois. Pour télécharger une copie électronique du rapport : [scfp.ca/justice-mondiale/rapport-sur-la-solidarit-internationale](http://scfp.ca/justice-mondiale/rapport-sur-la-solidarit-internationale).

### PROFIL D'UNE DÉLÉGUÉE SYNDICALE –

# Judy Frizzel, Local 1028

PAR DERRICK BARRETT

Judy Frizzel est devenue militante syndicale pour la section locale 1028 au milieu des années 1980.

« J'ai commencé comme secrétaire archiviste de ma section locale, qui représente les travailleurs d'un centre de soutien et de réadaptation des adultes à Cole Harbour, en Nouvelle-Écosse », explique M<sup>me</sup> Frizzel. Elle s'est immergée dans tous les aspects de son poste et devait notamment tenir le procès-verbal des réunions du comité des griefs. C'est cette expérience qui l'a menée à son poste actuel de déléguée syndicale en chef.

« Il y avait d'importants événements qui se produisaient autour de moi. L'employeur avait décidé de relocaliser notre lieu de travail et d'en profiter pour réduire ses effectifs. De plus, l'exécutif de ma section locale était en période de transition et des postes se sont libérés.

On m'a demandé de représenter nos membres en devenant déléguée syndicale. Plus j'assistais aux réunions, plus je me rendais compte que ce poste me convenait parfaitement. Donc, en 2005, j'ai accepté le poste de déléguée en chef », poursuit-elle.

M<sup>me</sup> Frizzel explique qu'elle a pu aisément faire la transition vers ce poste en raison de la formation que le SCFP lui avait donnée.

« J'avais terminé un certain nombre de cours offerts par le SCFP. Ces cours m'ont fourni l'information dont j'avais besoin pour gérer efficacement les diverses situations qui se présentaient. »

Elle a aussi pu compter sur l'expérience d'anciens membres de l'exécutif en cours de route. « J'ai été très chanceuse de pouvoir bénéficier des connaissances d'autres membres chevronnés, qui m'ont assuré le soutien et l'encouragement



**Judy Frizzel, déléguée en chef, SCFP 1028.**

supplémentaires dont j'avais besoin pour occuper efficacement mon poste. »

M<sup>me</sup> Frizzel se plaît entièrement dans son rôle de déléguée en chef de sa section locale. « Être déléguée m'offre d'excellentes perspectives d'apprentissage et me met en lien direct avec les membres. Je suis très fière de savoir que je contribue à améliorer mon lieu de travail pour le bénéfice de tous les membres de la section locale 1028. »

## Moments marquants du 26<sup>e</sup> congrès du CTC : Bons emplois. Vie meilleure. Les syndicats font la différence!

PAR GREG TAYLOR

Dès le premier jour du congrès 2011 du CTC, plus de 2000 délégués ont adopté une résolution demandant au CTC de veiller à ce que les négociations d'un accord économique et commercial global (AECG) soient plus responsables et transparentes et de s'opposer à tout accord commercial préjudiciable aux services publics au Canada.

Actuellement négocié par le Canada et l'Union européenne, l'AECG permettrait à de grandes sociétés multinationales de prendre le contrôle de la prestation de services publics

essentiels – comme le traitement des eaux et l'élimination des déchets – avec ou sans l'aval des collectivités locales et des conseils municipaux concernés.

De plus, les délégués au congrès du CTC ont adopté, entre autres, des résolutions portant sur l'équité fiscale, la sécurité de la retraite ainsi que la protection des soins de santé publics, des services de garde à l'enfance et de l'équité salariale. Ils ont également adopté une résolution visant à mettre fin à la pratique du maraudage. Cette résolution fixe le montant des pénalités imposées aux syndicats

qui maraudent et oblige les dirigeants syndicaux à prêter serment de respecter la politique contre le maraudage dès leur entrée en fonction.

Un des grands moments du congrès a été le discours livré aux délégués par le chef du NPD, Jack Layton. Il s'agissait de son premier grand discours public depuis son accession au poste de chef de l'opposition officielle. M. Layton a félicité le CTC pour sa campagne « La sécurité des retraites pour tous » et s'est engagé au nom du NPD à assurer à tous les Canadiens une pension gouvernementale.

Pour plus d'information sur le congrès du CTC, dont des vidéos des discours et des groupes de travail, rendez-vous sur le site Web [congresdutravail.ca](http://congresdutravail.ca).

# Toronto : le conseil municipal veut voir tous les chiffres

PAR HEATHER FRASER

Le conseil municipal de Toronto a tenu un vote de principe concernant l'impartition des services de collecte des ordures et des matières recyclables, mais les élus tiennent à prendre connaissance de tous les chiffres avant de passer à l'action. Les fonctionnaires devront donc présenter au conseil le détail des soumissions reçues d'entreprises privées pour la collecte des ordures résidentielles à Toronto, à l'ouest de la rue Yonge, et la collecte des ordures dans les parcs. De plus, les fonctionnaires devront présenter une évaluation indépendante des coûts pour la Ville si ces collectes sont confiées à ses propres cols bleus.

« Je veux que tous les faits soient rendus publics, car je suis confiant que les cols bleus de la Ville affectés à la collecte des ordures et des matières recyclables peuvent assurer un service plus efficace et responsable, et les chiffres démontrent que cette option coûte beaucoup moins cher », a expliqué Mark Ferguson, président de la section locale 416



du TCEU/SCFP après la tenue du vote en mai.

Les membres de la section locale 416 du TCEU/SCFP travaillent sans relâche depuis quelques mois pour sensibiliser les conseillers municipaux et les contribuables au fait que les chiffres publiés par la Ville ne sont pas exhaustifs, que les comparateurs utilisés étaient erronés et que le conseil municipal devrait continuer de se porter responsable d'un aussi gros contrat. M. Ferguson a ajouté ceci : « Il s'agit d'un contrat de 250 millions

de dollars, et tous les faits doivent être rendus publics. »

M. Ferguson a indiqué que le SCFP continuera de travailler avec ses partenaires communautaires pour s'assurer que les résidents de Toronto bénéficient du service de collecte le plus efficace, le moins coûteux et le plus écologique possible. Pour en savoir plus sur la campagne menée à Toronto par la section locale 416 contre la privatisation des services de collecte d'ordures et de matières recyclables, visitez [www.local416.com](http://www.local416.com).

La hache de Flaherty ou une taxation plus équitable?



PAR GREG TAYLOR

Le nouvel organisme Taxation équitable au Canada fait la promotion d'un système d'imposition plus équitable et progressif.

Dans une conférence de presse tenue sur la Colline parlementaire, l'organisme a réclamé un débat national public et politique sur la taxation équitable.

Au lieu de sabrer dans les programmes et les services publics tout en ignorant les autres besoins publics, Taxation équitable au Canada privilégie une taxation plus équilibrée qui pourrait générer des dizaines de milliards de dollars afin de soutenir « le Canada que nous aimons et que nous devons bâtir ».

Pour en savoir plus sur Taxation équitable au Canada ou pour participer à la campagne en faveur d'une taxation plus équilibrée, visitez le site [taxfairness.ca](http://taxfairness.ca).

## Une victoire douce-amère

PAR PAUL MOIST

Notre paysage politique vient de subir un réalignement historique. Une hausse des appuis partout au Canada et un niveau d'appuis sans précédent au Québec ont permis aux néo-démocrates de rafler l'opposition officielle.

Ce résultat remarquable pour notre parti représente une victoire douce-amère. Les conservateurs de Stephen Harper – ardents défenseurs des intérêts commerciaux – lanceront de nombreux défis au SCFP.

J'ai confiance en notre capacité de relever ces défis. Nous devons d'abord appuyer nos confrères et consœurs qui siègent dorénavant à la Chambre des communes.

Les membres du SCFP qui ont été candidats pour le NPD ont réalisé tout un exploit dans cette élection, récoltant plus de 220 000 votes au pays. Sur les 24 membres, employés et retraités du SCFP qui ont posé leur candidature, six ont remporté leur pari électoral.

Rathika Sitsabaiesan,

membre de la section locale 1281 à l'Association étudiante de l'Université de Toronto, a été élue dans Scarborough-Rouge River et siège au cabinet fantôme comme porte-parole en matière d'éducation postsecondaire pour le NDP. M<sup>me</sup> Sitsabaiesan devient ainsi la première Canadienne tamoule à être élue à la Chambre des communes.

Quatre de nos membres québécois, tous nouvellement élus sous la bannière néo-démocrate, ont profité de la vague orange qui a balayé le Québec. Ruth Ellen Brosseau, ancienne membre de la section locale 3011, est la nouvelle députée néo-démocrate de Berthier-Maskinongé. François Pilon, ancien vice-président de la section locale 4545, a été élu dans Laval-Les Îles et Sylvain Chicoine, membre de la section locale 1186, a remporté Châteauguay-Saint-Constant.

Alexandre Boulerice, un conseiller en communications pour le SCFP-Québec, a également été élu et représentera la circonscription de Rosemont-La Petite-Patrie. De plus, il a été choisi porte-parole néo-démocrate en matière du Conseil du Trésor (CT). Il aura

donc pour tâche de surveiller Tony Clement, président du CT et responsable de la fonction publique fédérale.

Se joindra à lui dans le cabinet fantôme Robert Chisholm, néo-démocrate élu dans Dartmouth-Cole Harbour. Un ancien directeur régional du SCFP dans l'Atlantique et ancien chef du NPD en Nouvelle-Écosse, Robert agira comme porte-parole en matière de commerce international. Étant donné que les négociations d'un AECG se poursuivent, je suis sûr que Robert fera pression sur les conservateurs pour s'assurer que tout nouvel accord de commerce international protège les intérêts des travailleurs canadiens.

Nos députés pourront compter sur des militants syndicaux des secteurs privé et public aux quatre coins du pays. Les intérêts des travailleurs canadiens sont vraiment entre de bonnes mains avec le NPD.

Nous avons un mandat clair pour quatre ans, et nous devons compter sur un SCFP fort pour tenir tête aux conservateurs de M. Harper.

La majorité que détient maintenant Stephen Harper ne l'exonère pas de son



**Jack Layton, Chef de l'opposition et Paul Moist, président national.**

devoir d'écouter les travailleurs canadiens.

Grâce à une opposition néo-démocrate plus forte que jamais dirigée par Jack Layton et à l'appui du SCFP et du mouvement syndical canadien, ensemble, nous pourrions nous assurer de garder ce gouvernement à l'oeil.

Grâce à votre aide et votre soutien, nous pourrions utiliser les quatre prochaines années pour démontrer aux Canadiens qu'il existe une meilleure option, une option qui assure la sécurité de la retraite pour tous les Canadiens, un système public de soins de santé plus efficace, une vraie solution pour la garde d'enfants et une fiscalité équitable. Cette option, c'est d'élire un gouvernement néo-démocrate.

# L'AECG : une question de gros sous, une mauvaise nouvelle pour le Canada

**Le Canada et l'Union européenne négocient actuellement un nouvel « accord économique et commercial global » (AECG), lequel devrait être conclu d'ici la fin de la présente année.**

PAR HEATHER FRASER

Il s'agit d'un accord important auquel les Canadiens devraient porter une attention particulière. Jusqu'à maintenant, les négociations se sont tenues à huis clos. Le moment est venu d'exposer cet accord commercial qui menace les services publics, accorde de grands pouvoirs aux grandes sociétés et limite le contrôle démocratique local exercé par les conseils municipaux.

## **L'AECG accroît les pouvoirs des grandes sociétés**

L'AECG aurait pour effet de transférer des pouvoirs des gouvernements locaux aux grandes sociétés multinationales dont l'intérêt premier est la génération de profits plutôt que la prestation de services.

Si l'AECG est signé, nous risquons de voir de grandes sociétés multinationales mettre la main sur la prestation de services publics essentiels comme l'eau, le transport en commun, l'énergie et les soins de santé contre le gré de nos collectivités locales. Comment? L'accord tel que proposé pourrait enchâsser un système de résolution des conflits qui accorderait le droit à de grandes

sociétés européennes d'intenter des poursuites contre tout gouvernement au Canada dont les politiques publiques seraient contestées par leurs investisseurs. Des politiques de promotion de l'achat de produits et services locaux, d'embauche de travailleurs locaux ou de prestation locale de services comme le traitement des eaux usées pourraient être considérées inéquitables en vertu de l'accord.

Cet accord est important, car c'est la première fois qu'un accord commercial régirait des activités municipales comme l'approvisionnement, les projets d'infrastructure et la prestation de services municipaux. Il accorderait plus de pouvoirs aux grandes entreprises et ouvrirait la porte à plus de privatisation.

## **L'AECG mènerait à une montée en flèche des prix des médicaments**

L'Union européenne veut utiliser l'AECG pour compliquer l'accès des Canadiens à des médicaments d'ordonnance bon marché. Une étude menée par l'Association canadienne du médicament générique sonne l'alarme : cet accord pourrait faire gonfler de plus

de deux milliards de dollars le montant annuel que les Canadiens consacraient à l'achat de leurs médicaments.

## **L'AECG ferait de l'eau du Canada une denrée commercialisable**

L'AECG ouvrirait la porte à la privatisation de tous les réseaux municipaux publics d'approvisionnement en eau au Canada. À la demande des grandes compagnies européennes des eaux privées à but lucratif, nos gouvernements envisagent la possibilité d'inclure les services d'eau potable et de traitement des eaux usées dans l'AECG. De tels services sont essentiels à nos collectivités et ne doivent pas être mis en vente.

## **L'AECG menacerait la création locale d'emplois**

Nos fonds publics doivent servir à créer des emplois et des occasions d'affaires dans nos collectivités locales. Une mesure que les gouvernements prennent pour le faire est le choix d'acheter les produits et les services dont ils ont besoin d'entreprises locales. Cependant, sous le régime de l'AECG, des sociétés européennes jouiraient d'un accès libre aux contrats d'achat. Ainsi, des emplois seraient créés en Europe plutôt qu'au Canada.

Le moment est venu de tuer cet accord dans l'œuf et de protéger nos services publics. Pour en savoir plus, visitez [scfp.ca/aecg](http://scfp.ca/aecg).



# Le SCFP en tournée nationale pour dénoncer l'AECG

**P**aul Moist, président national du SCFP, et Maude Barlow, présidente nationale du Conseil des Canadiens, ont donné le coup d'envoi à une tournée pancanadienne pour dénoncer le projet d'Accord économique et commercial global (AECG).

Le premier volet de la tournée a eu lieu avant la huitième ronde de négociations de l'AECG entre le Canada et l'Union européenne en juillet à Bruxelles – une étape cruciale. Le premier ministre Stephen Harper a récemment déclaré qu'il est prêt à procéder « à plein régime » pour conclure une entente sur l'AECG d'ici

le 1<sup>er</sup> janvier 2012, soit d'ici à peine quelques mois.

La tournée s'est arrêtée à Calgary, Saskatoon, Winnipeg, Toronto, Montréal, Halifax et St. John's. D'autres arrêts sont prévus à l'automne en Ontario, au Nouveau-Brunswick, en Colombie-Britannique et à l'Île-du-Prince-Édouard. Rendez-vous sur [scfp.ca/aecg](http://scfp.ca/aecg) pour connaître la date à laquelle la tournée s'arrêtera dans votre collectivité.

Près de 2000 Canadiens ont participé aux assemblées publiques. Les gens veulent en savoir plus sur cet accord, peu médiatisé, qui aura de profondes conséquences pour les Canadiens.

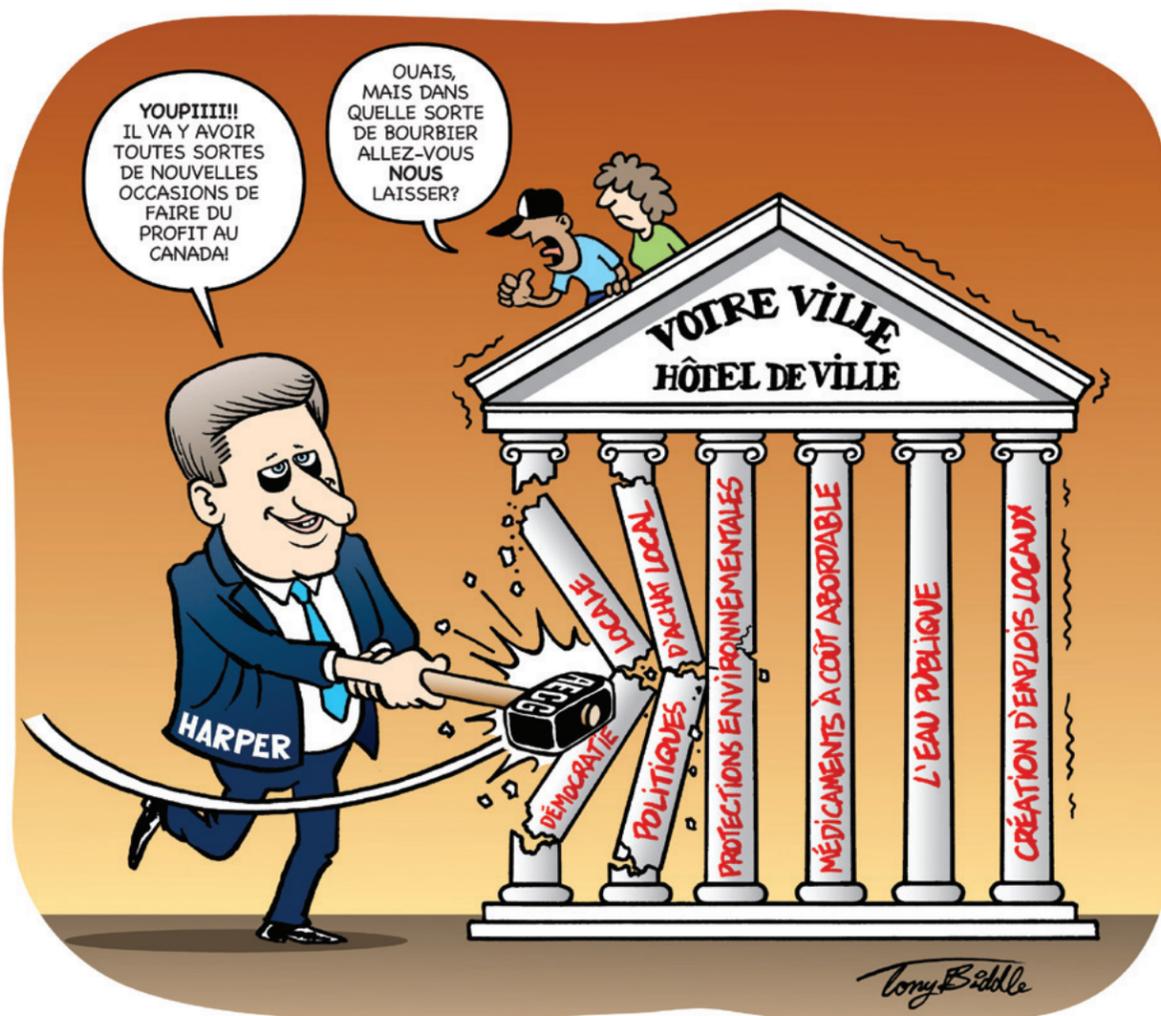
De plus, le SCFP déploie d'autres efforts pour stopper l'AECG. Par exemple :

**Lobbying auprès des dirigeants politiques du Canada :** Des membres du SCFP font activement du lobbying auprès de conseils municipaux afin de les convaincre d'examiner l'AECG de plus près et d'adopter une résolution contre l'accord. Nous rencontrons des politiciens fédéraux et provinciaux pour les inciter à poser des questions et à rendre publics les détails de cet accord.

**Communication de notre message en Europe :** Lorsque les négociateurs canadiens et européens de l'AECG se sont réunis à Bruxelles, le SCFP

y était. Accompagnés d'autres groupes de Canadiens, des représentants du SCFP se sont rendus à Bruxelles et à Strasbourg pour s'opposer à l'accord, faire valoir leurs doléances et rencontrer des décideurs et les représentants d'autres organisations.

**Travail avec le Réseau pour le commerce juste :** Nous nous sommes joints à une coalition regroupant le Conseil des Canadiens, d'autres syndicats, des organisations de Premières nations et d'autres organisations de la société civile pour faire entrave à l'accord. Pour en savoir plus sur cette coalition, visitez [www.tradejustice.ca](http://www.tradejustice.ca).



## Que pouvez-vous faire?

L'accord n'a pas encore été signé et il reste encore du temps pour le stopper.

- Participez à notre campagne d'envoi de cartes postales à Stephen Harper. Pour commander des cartes postales, envoyez un courriel à [comm@cupe.ca](mailto:comm@cupe.ca). Vous pouvez aussi vous joindre à notre campagne d'envoi de cartes postales en ligne sur [scfp.ca/aecg](http://scfp.ca/aecg).
- Mettez sur pied un comité de lutte pour sensibiliser votre collectivité à l'accord.
- Assistez à une assemblée publique sur l'AECG.
- Téléphonnez à votre conseiller municipal pour exiger que votre cité ou ville prenne position.
- Écrivez à votre député fédéral ou provincial pour lui laisser savoir que vous vous opposez à l'accord.
- Passez le mot, parlez-en à vos collègues de travail, amis et voisins.

### Restez à l'affût et faites votre part

Rendez-vous sur [scfp.ca/aecg](http://scfp.ca/aecg) pour connaître les dernières nouvelles. Suivez-nous sur Twitter : [@cupeceta](https://twitter.com/cupeceta)

## Que pensent les Canadiens de l'AECG?

- **77 pour cent** sont opposés à l'accord s'il mène à une hausse du prix des médicaments d'ordonnance.
- **60 pour cent** sont opposés à l'accord s'il ouvre l'approvisionnement gouvernemental à des sociétés de l'Union européenne.
- **52 pour cent** sont opposés à l'accord s'il ouvre les services de traitement des eaux à la concurrence de sociétés européennes.

## Les néo-démocrates du SCFP en route vers la Chambre des communes

PAR COLLEEN REYNOLDS

Vingt-quatre membres du SCFP, ainsi que des membres du personnel et des retraités du syndicat ont été candidats pour le NPD. Ensemble, ils ont recueilli plus de 220 000 votes.



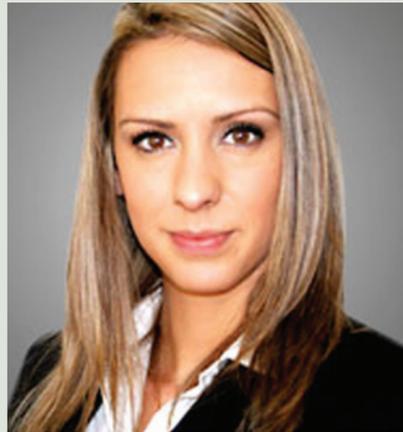
En Ontario, **Rathika Sitsabaiesan**, est la première canadienne d'origine Tamil. Membre de la section locale 1281, elle a été élue dans Scarborough-Rouge River. Sitsabaiesan est la porte-parole pour l'éducation post-secondaire dans le cabinet fantôme du NPD.



**Robert Chisholm**, ancien directeur régional du SCFP de l'Atlantique et ancien chef du NPD de la Nouvelle-Écosse, est maintenant député de Dartmouth – Cole Harbour. Il est le porte-parole du commerce international.



**Alexandre Boulerice**, conseiller aux communications du SCFP-Québec, fait partie de la remarquable vague du Québec comme nouveau député de Rosemont—La Petite-Patrie. Dans ses nouvelles fonctions, il est le porte-parole pour le Conseil du Trésor.



**Ruth Ellen Brosseau**, ancienne membre de la section locale 3011 du SCFP, a aussi fait partie de la vague néo-démocrate qui a balayé le Québec. En tant que nouvelle députée de Berthier-Maskinongé, M<sup>me</sup> Brosseau a déclaré ce qui suit aux électeurs de son comté : « Je ferai en sorte que la voix des gens ordinaires comme nous soit entendue haut et fort à la Chambre des Communes. »



**Sylvain Chicoine**, un membre de la section locale 1186 du SCFP, personnel de soutien de l'Université de Montréal, élu dans Châteauguay—Saint-Constant, Québec.



Aussi au Québec, **François Pilon**, ancien vice-président de la section locale 4545 du SCFP, a été élu député de Laval-Les Îles. Résident de Laval depuis toujours, il travaille pour la Ville depuis près de 25 ans. « C'est indescriptible », a affirmé François au journal *The Gazette* après avoir remporté l'élection par plus de 14 000 votes.

## Les décès dus aux infections superbactériennes dans les hôpitaux doivent diminuer



PAR STELLA YEADON

Des études révèlent que les infections acquises à l'hôpital tuent entre 8 000 et 12 000 Canadiens chaque année. De plus en plus, on reconnaît les liens qui existent entre le nettoyage des hôpitaux et des établissements de soins de longue durée et les infections acquises en milieu hospitalier. On établit aussi des liens entre le taux d'occupation des lits, la mobilité des patients à l'intérieur des hôpitaux, les installations, les taux d'infections acquises à l'hôpital.

Pour attirer l'attention sur cette grande cause de décès, pourtant évitables, le Conseil des syndicats d'hôpitaux de l'Ontario (CSHO) a amorcé une tournée de 15 collectivités du Nord de l'Ontario armé d'un décor de théâtre représentant une chambre d'hôpital. Il s'agit de démontrer comment on s'y prend pour désinfecter une chambre qui a été occupée par un patient atteint d'une superbactérie comme le C. difficile, l'ERV ou le SARM. 42 pour cent des décès par infection acquise à l'hôpital au Canada, entre 3 200 et 4 800, surviennent de l'Ontario.

Le CSHO demande à la ministre de l'Ontario de faire baisser le nombre de décès attribuables aux infections acquises à l'hôpital en réduisant le taux d'occupation dans les hôpitaux, en nettoyant les établissements à fond et en fournissant davantage de ressources pour le nettoyage et le contrôle des infections.

La chambre d'hôpital mobile amorcera une tournée du sud de l'Ontario en août 2011.

[www.ochu.on.ca](http://www.ochu.on.ca)

## Le SCFP en bref :

### Les membres du SCFP assurent des services publics de qualité et fiables

La Fédération canadienne des municipalités (FCM) a tenu son assemblée annuelle à Halifax en juin, et le SCFP y était pour lancer un message simple aux élus : des services publics de qualité contribuent à bâtir les collectivités fortes et dynamiques que nous voulons tous.

Notre syndicat a proposé des solutions et des options de rechange visant à maintenir

les services publics, assurer un financement adéquat des municipalités et rebâtir les infrastructures désuètes de nos cités et villes.

Le SCFP a également parrainé un panel sur les défis auxquels les collectivités font face pour assurer la salubrité et la durabilité des réseaux d'eau potable et d'assainissement du futur.

[scfp.ca/collectivites](http://scfp.ca/collectivites)

### Préserver les prestations de retraite d'Air Canada

Le SCFP se joint à deux autres syndicats – les TCA et l'AIMTA – représentant les travailleuses et travailleurs d'Air Canada et signe une déclaration conjointe

# Inspections privées, maux de tête publics



Affiche en face des unités de condominiums condamné.

PAR JANET SZLISKE

En mars dernier, sept unités de condominiums inspectées par des inspecteurs privés ont été déclarées non sécuritaires par un ingénieur de structures. Les résidents des unités de condo ont eu 15 minutes pour évacuer leur demeure. Quelque 30 membres et leurs familles qui habitaient cet ensemble résidentiel sont directement touchés par ce fiasco.

Et comme si cela ne suffisait

pas, l'entreprise privée ayant effectué les inspections, Alberta Permit Pro, a fait faillite et repris ses activités sous la dénomination Innovative Inspection Agency.

Le travail des inspecteurs a depuis été rapatrié à l'interne.

Les quatre sections locales du SCFP à Fort McMurray – 1505 (la municipalité régionale de Wood Buffalo, la MacDonald Island Park Corporation et l'Administration aéroportuaire

de Fort McMurray), 2545 (le conseil des écoles publiques), 2157 (le collège Keyano) et 2559 (le personnel d'entretien du conseil des écoles catholiques) – travaillent ensemble dans le cadre d'une campagne de promotion des services publics. La campagne « Le SCFP à votre service » mettra en vedette des membres du SCFP et en évidence les avantages des services publics par rapport aux services privés.

## Des activités de la fierté gaie tout au cours de l'été

PAR WES PAYNE

La saison des festivités est de retour! Des semaines de la fierté, des défilés et des activités de la fierté gaie organisés par des militants de la communauté gaie et lesbienne se tiendront tout l'été dans des villes canadiennes.

À Halifax, des activités de la fierté gaie sont prévues du 17 au 24 juillet, incluant le défilé du 23 juillet. À Montréal, les activités auront lieu du 9 au 14 août inclusivement et un défilé est prévu la dernière journée.

À Toronto, la semaine de la fierté gaie débute le 24 juin et prend fin le 3 juillet, date fixée pour le 31<sup>e</sup> défilé annuel de la fierté gaie dans cette ville.

À Saskatoon, le festival de la fierté gaie débute le 4 juin et se termine par un défilé le 11 juin, tandis qu'à Regina, le défilé de la fierté gaie a lieu le 18 juin.

À Vancouver, le défilé de la fierté gaie se tiendra le 31 juillet et d'autres activités officielles menant à ce défilé sont prévues à compter du 25 juillet.

D'autres activités sont planifiées dans la plupart des grands centres urbains. Pour connaître l'horaire des activités dans votre région, visitez [pridecanada.com](http://pridecanada.com).

Souvent, les membres du SCFP assistent en grands nombres aux activités de la fierté gaie dans leur région. Soyez du nombre et affichez votre fierté!

[www.mygsa.ca/calendar](http://www.mygsa.ca/calendar)

exigeant que la compagnie aérienne cesse de s'en prendre au régime de retraite de ses employés.

Les trois syndicats sont en pleines négociations collectives avec Air Canada. La composante d'Air Canada du SCFP représente plus de 6 800 agents de bord. [www.scfp.ca/air-canada](http://www.scfp.ca/air-canada)

### **Pourparlers, le bulletin d'information du SCFP consacré aux négociations, fait peau neuve!**

Le SCFP procède à une refonte de toutes ses publications et *Pourparlers*, le bulletin d'information du SCFP consacré aux négociations, est le premier

à faire peau neuve.

Le dernier numéro de *Pourparlers*, publié en mai, arbore une toute nouvelle présentation. Et pour la première fois, il s'agit d'une publication en couleur!

[scfp.ca/Pourparlers](http://scfp.ca/Pourparlers)

### **Congrès national du SCFP**

Le congrès national du SCFP se tiendra du 31 octobre au 4 novembre 2011 à Vancouver.

L'assemblée nationale biennale du SCFP débutera le 30 octobre par une série de rencontres sectorielles : municipalités, conseils scolaires, soins de santé, services de garde à l'enfance, éducation post-

secondaire, bibliothèques, eau potable et traitement des eaux usées, services paramédicaux, d'urgence et sociaux.

Chaque organisation à chartre doit s'assurer de demander un congé adéquat pour chacun de ses délégués afin de lui permettre assez de temps pour veiller à toutes les affaires du congrès national le dernier jour sans devoir quitter avant la fin de l'événement.

Pour aider votre section locale à se préparer d'avance, nous avons publié de l'information sur les déplacements et l'hébergement sur [scfp.ca/congres-national](http://scfp.ca/congres-national). Cependant, gardez à l'esprit que la période

d'inscription au congrès national ne sera ouverte qu'après l'envoi de la convocation officielle et des lettres de créance au mois d'août.

### **L'amiante**

Le (SCFP) a endossé [Canada CausesCancer.ca](http://CanadaCausesCancer.ca), une campagne lancée la semaine dernière par un groupe de jeunes humoristes canadiens. Celle-ci demande au premier ministre Stephen Harper d'appuyer une résolution de l'ONU afin d'ajouter l'amiante chrysotile à la liste des matières dangereuses ou, à défaut, de remettre de l'amiante chez lui.

[scfp.ca/amiante](http://scfp.ca/amiante)

# La Vague Orange : D'un front national à un front ouvrier



Une entrevue avec Claude Généreux, secrétaire-trésorier national du SCFP

PAR ROBERT LAMOUREUX

**Robert Lamoureux :** Les résultats du NPD au Québec ont été la grande surprise de l'élection fédérale du 2 mai. Comment expliquer la vague orange?

**Claude Généreux :** À mi-parcours de la campagne, personne n'aurait pu prévoir cette vague orange. Pour moi, cette vague orange vient de plusieurs facteurs, et c'est un effet cumulatif. Les électeurs ne voient pas les élections en isolement des autres niveaux de gouvernements. Ils pensent aux élections provinciales, et municipales. Au fédéral, les Québécois en avaient assez de Harper. Le retournement contre le Bloc représente une reconfiguration de l'électorat. Pendant 40 ans au Québec,

on appelait à l'unité nationale, sans tenir compte des besoins des travailleuses et travailleurs. Maintenant on voit un front ouvrier. On voit une polarisation entre la gauche et la droite. Les Québécois étaient tannés de mettre en attente, dans un terrain de stationnement, leurs valeurs en tant que travailleurs.

**RL :** Que doit-on retenir de cette campagne pleine de rebondissements? Quelles sont les leçons que nous devrions apprendre?

**CG :** Premièrement, il faut se souvenir de l'effet cumulatif pour les électeurs, qui tiennent compte des élections à tous les niveaux. Il y aura six élections provinciales cette année. La deuxième leçon nous vient de l'histoire, et il faut faire attention : le Bloc n'est pas mort. Il n'y a pas si longtemps, dans les années 90, le parti conservateur sous Kim Campbell a été réduit à deux sièges. Et aujourd'hui, moins de 20 ans plus tard, les Conservateurs ont une majorité. La troisième leçon c'est la radicalisation, la polarisation des électeurs entre la gauche et la droite. On voit plus clair le parti au pouvoir qui veut plaire aux compagnies. Et le NPD devra bien représenter nos intérêts au parlement pour garder l'appui des travailleurs.

**RL :** Dans ce nouveau contexte, quels devraient être les dossiers prioritaires du NPD comme opposition officielle?

**CG :** Notre nouvelle opposition officielle loyale devra faire garde-à-vous contre les cadeaux financiers aux grandes entreprises, qui diminuent les revenus de l'État, et vont donc faire étouffer les services publics. Le NPD devra défendre les soins de santé, les régimes de retraite adéquats, et les transferts de paiements du gouvernement fédéral aux provinces. Ils devront être au garde-à-vous contre les traités de libre-échange, comme l'AECG, qui aiderait les entreprises privées à mettre la main sur nos services publics.

**RL :** Quels seraient vos conseils au monde syndical pour faire face aux quatre prochaines années?

**CG :** Les résultats électoraux ne sont pas la fin de notre travail, mais le début. Ce serait une erreur de penser que notre travail se termine après l'élection. On a mis nos espoirs dans ce parti, et il faut y mettre notre énergie maintenant. Il faut participer, en poussant, et en critiquant, si nécessaire. Il faut aider le NPD à influencer le parlement dans la meilleure direction.

[scfp.ca/baladodiffusion](http://scfp.ca/baladodiffusion)

## Faits saillants de la réunion du CEN

Notre Conseil exécutif national s'est réuni les 22 et 23 juin 2011, à Ottawa. Voici les faits saillants de ses délibérations et décisions.

Deux nouvelles vice-présidentes régionales (VPR) ont été assermentées à la réunion du Conseil exécutif national : la consœur Marle Roberts, VPR de l'Alberta, et la consœur Lori MacKay, VPR de l'Île-du-Prince-Édouard. Elles ont récemment été élues présidentes de leurs divisions respectives. Leur arrivée a fait grimper la représentation des femmes de 10 pour cent.

Les membres du Conseil ont voté à l'unanimité en faveur d'une résolution d'appui sans réserve aux membres du STTP, en plus d'offrir un don de 10 000 \$ aux membres du syndicat mis en lock-out par Postes Canada. Les membres du Conseil ont fièrement appuyé notre caucus de 103 députés du NPD qui ont retardé de trois jours l'adoption de la loi de retour au travail en livrant des discours passionnés à la Chambre des communes sur cette attaque lancée contre tous les travailleurs. Le Conseil a débuté sa réunion par une réception pour souligner l'élection du NPD à l'opposition officielle.

Le Conseil a reçu et approuvé les états financiers vérifiés de 2010, qui ne présentent aucun écart significatif par rapport aux années précédentes. Les dépenses consacrées aux campagnes à frais partagés indiquent que plusieurs sections locales du pays doivent toujours livrer de difficiles batailles. Le Conseil exécutif national a approuvé 21 campagnes à frais partagés pour un total de 943 926,44 \$. Douze demandes de soutien pour des frais juridiques et d'arbitrage ont aussi été approuvées, pour un total de 398 600 \$.

Le Conseil a approuvé une première version du document d'orientation stratégique de 2011-2013 et plusieurs résolutions générales pour présentation au congrès. En outre, il a pris plusieurs décisions visant à poursuivre le « virage vert » amorcé au dernier congrès national. Il présentera aussi une version en langage clair des statuts nationaux au congrès national de l'automne.

## Les infirmières auxiliaires autorisées sont ciblées par une tentative de maraudage

PAR MIKE OLD

Le syndicat des infirmières de la Colombie-Britannique (BCNU) se prépare encore une fois à dépenser des millions de dollars sur une campagne de maraudage auprès des infirmières auxiliaires autorisées (IAA) membres du Syndicat des employés d'hôpitaux (SEH), la division des services de santé du SCFP en Colombie-Britannique.

En 2009, le BCNU a mené une coûteuse campagne tous azimuts qui n'a pas réussi à rallier suffisamment d'appuis au sein d'une seule autorité sanitaire,

ou à l'échelle de la province, pour soutenir ses demandes de maraudage. En conséquence, la commission des relations de travail de la Colombie-Britannique a rejeté toutes ses demandes.

« Nous sommes très déçus que le BCNU choisit de ne pas respecter la décision sans équivoque des IAA de rester membres du SEH », explique Judy Darcy, secrétaire et directrice du SEH.

Plus tôt cette année, M<sup>me</sup> Darcy avait écrit aux dirigeants du BCNU pour les exhorter à respecter les intérêts

professionnels indépendants des IAA et de « penser aux intérêts mutuels de nos membres et des patients de la C.-B. au lieu d'entreprendre un autre maraudage propre à semer la division ».

« Notre histoire commune démontre que nous sommes plus forts lorsque tous les syndicats de la santé travaillent ensemble pour défendre des services de qualité et des soins de santé publics », écrivait-elle.

Cependant, une autre tentative de maraudage ne peut que compromettre notre capacité collective de collaborer d'une manière professionnelle dans le cadre de ces enjeux et d'autres importants enjeux touchant la pratique des soins infirmiers. »

Pour en savoir plus sur le SEH, visitez [www.heu.org](http://www.heu.org).